



Commune de Villars-sur-Glâne
Conseil communal

1752 Villars-sur-Glâne 1
Case postale 176
Chèques postaux 17-193-0
www.villars-sur-glâne.ch

Séance du Conseil général du 12 décembre 2018

MESSAGE AU CONSEIL GENERAL

relatif au nouveau règlement communal sur le droit de cité communal

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le message en vue de l'adoption du nouveau règlement sur les naturalisations.

I. INTRODUCTION

Suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2018, de la nouvelle loi fédérale sur la nationalité suisse et de la loi cantonale sur le droit de cité fribourgeois, une refonte de notre règlement communal sur les naturalisations s'impose.

La nouvelle loi fédérale durcit les conditions de naturalisation et il y a lieu d'en tenir compte dans notre nouveau règlement. En effet, dès le 1^{er} janvier 2018, seules les personnes au bénéfice d'une autorisation d'établissement (permis C) peuvent désormais déposer une demande de naturalisation.

De plus, les candidats/es doivent apporter la preuve de leur connaissance d'une langue nationale, le français ou l'allemand pour le Canton de Fribourg. La vérification s'effectue déjà avant le dépôt de la demande auprès du SAINEC : soit la langue maternelle du ou de la candidat/e est déjà le français ou l'allemand, soit il/elle a suivi sa scolarité obligatoire en Suisse ou enfin il/elle a réussi avec succès le test de langue requis (certificat A2 pour l'écrit et B1 pour l'oral). Des circonstances personnelles peuvent toutefois amener à y déroger (handicap, maladie grave, grandes difficultés à apprendre, à lire et à écrire).



Quant aux connaissances de la vie publique et politique (connaissances élémentaires en géographie, histoire et du système politique de la Suisse, du Canton et de la Commune), elles doivent être assimilées par la personne souhaitant demander la naturalisation suisse. Ce critère d'intégration qui est l'une des conditions pour l'obtention de la naturalisation devra être vérifié par la Commission communale des naturalisations.

Enfin, l'ordonnance fédérale d'exécution renforce aussi les exigences notamment en excluant dorénavant de la procédure de naturalisation les personnes dépendantes de l'aide sociale ou celles qui en ont bénéficiée moins de trois ans avant le dépôt de la demande de naturalisation.

Les personnes de 2^{ème} et 3^{ème} génération bénéficient quant à elles d'une procédure simplifiée au niveau fédéral, cantonal et communal. Elles seront désormais dispensées du cours d'introduction civique et de l'audition devant la Commission communale si leur intégration est parfaitement aboutie.

Un nouveau Tarif des émoluments est proposé, correspondant mieux aux frais effectifs engendrés aux différents stades de la procédure communale. Ce tarif s'aligne à celui pratiqué par les communes du Grand Fribourg tout en restant dans les moins élevés. A noter que ce règlement correspond au règlement type du SAINEC.

II. COMMENTAIRES SUR CERTAINES DISPOSITIONS

Art. 2 (a et b) Les conditions de résidence fixées par le droit fédéral et cantonal ont été modifiées. Depuis le 1^{er} janvier 2018, pour déposer une demande de naturalisation, il faut avoir séjourné 10 ans en Suisse (au lieu de 12 ans auparavant) dont 3 au cours des 5 dernières années (les années passées en Suisse entre l'âge de 8 et 18 ans révolus comptent double). Pour obtenir le droit de cité cantonal et communal, il faut avoir été domicilié dans le canton de Fribourg pendant 3 ans au moins dont 2 au cours des 5 dernières années. Pour un étranger de la 2^{ème} et 3^{ème} génération, 2 ans en tout dans le Canton suffisent. Les années passées dans les cantons de BE, VD, NE, GE, JU et ZH comptent également.

- c) Le délai de résidence dans notre Commune de un an suffit. Des exceptions sont possibles mais rares comme par exemple le cas d'une personne ayant séjourné de longues années à Villars-sur-Glâne et qui y revient après un court changement de domicile.
- e) Une nouvelle exigence est fixée par le droit cantonal relatif à l'aide sociale. Une personne touchant de l'aide sociale de la Commune n'est plus en mesure de déposer une demande de naturalisation. Si elle a perçu une telle aide au-delà des 3 ans prévus par la loi, elle sera également appelée, si sa situation financière le permet, à la rembourser mensuellement même très modestement.
- f) Le/la candidat/e à la naturalisation se doit, avec la nouvelle loi, de prouver ses connaissances en langue française ou allemande. Cette vérification se fait déjà au niveau du dépôt de la demande auprès du SAINEC. Ainsi, seuls les dossiers

des requérants/es ayant des connaissances linguistiques suffisantes seront présentés devant la Commission communale des naturalisations.

- g) Les connaissances de la Suisse et des institutions sont encore vérifiées au moyen d'un test passé avant l'entretien devant la Commission communale pour les candidats/es dont le rapport d'enquête du SAINEC fait état de lacunes en la matière. Au préalable, les requérants/es sont convoqués-es à assister à un cours d'une soirée donné par la Commune pour les y préparer.

Au besoin, il leur est proposé, en cas de graves lacunes, de participer à un cours de 10 leçons en partenariat avec l'Association Lire et Ecrire dont une partie des frais est couverte par la Commune.

Art.4 La procédure déjà en place dans le règlement actuel a été détaillée dans ce nouvel article.

Art.6 Il est souhaitable, comme le prévoit déjà le règlement actuel, que le/la Syndic/que préside la Commission des naturalisations, toutefois, uniquement sous réserve de son élection en tant que membre de la Commission par le Conseil général. Si tel n'est pas le cas, la présidence est assumée par l'un des sept membres de la Commission. Dans ce cas, la Commission élit son/sa président/e.

Art.7 Voir commentaire de l'art.2 let. g.

Art.8 al.1 L'exception concerne avant tout les dossiers de 2^{ème} et 3^{ème} génération.

Art 8 al.2 à 6 Cette procédure est déjà en place actuellement.

Art.9 al.2 Le procès-verbal de la Commission communale des naturalisations devra dorénavant également être transmis au SAINEC, ce document faisant partie intégrante du dossier de naturalisation (cf art. 8 al.3). Un tel procès-verbal est particulièrement important dans l'hypothèse d'un refus de la Commission d'octroyer le droit de cité communal.

Art. 10 Cet article est en lien avec l'article 4 qui donne la possibilité à une personne qui a plusieurs droits de cité, dont celui de Villars-sur-Glâne, d'entamer une procédure pour se libérer du droit de cité de notre Commune.

Art. 11 L'émolument de naturalisation n'étant pas un émolument de chancellerie, il appartient au Conseil général, pour répondre aux exigences de la législation cantonale en matière d'émoluments et de taxes, de se prononcer sur celui-ci. Le Tarif fait ainsi partie intégrante du règlement.

Le Tarif a été quelque peu adapté afin de mieux correspondre aux frais effectifs et s'approcher de celui appliqué par les communes du Grand-Fribourg tout en restant parmi les moins élevés.

Les 2^{ème} et 3^{ème} générations bénéficient toujours d'un forfait, mais plus élevé.

Art.12 al.1 Compte tenu du travail administratif effectué dans le cadre du traitement du dossier de naturalisation, la perception des frais en résultant se justifie quelle que soit l'issue de la procédure.

III. PROPOSITION

Au vu de ce qui précède, le Conseil communal propose au Conseil général d'adopter le projet du nouveau règlement communal relatif au droit de cité communal ainsi que le Tarif qui en fait partie intégrante.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, à l'assurance de notre parfaite considération.

Approuvé par le Conseil communal
dans sa séance du 12 novembre 2018

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire


Emmanuel Roulin



La Syndique


Erika Schnyder

Annexes : - Comparatif de l'ancien et du nouveau règlement
- Comparatif de l'ancien et du nouveau Tarif

| REGLEMENT COMMUNAL SUR LES NATURALISATIONS | REGLEMENT SUR LE DROIT DE CITE COMMUNAL |
|--|--|
| <p data-bbox="342 467 889 499">Le Conseil général de Villars-sur-Glâne</p> <p data-bbox="582 671 649 703">V u :</p> <ul data-bbox="129 807 1037 1145" style="list-style-type: none"> - <i>La Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004</i> - <i>La loi du 9 mai 2007 modifiant la loi sur le droit de cité fribourgeois (LDCF)</i> - <i>La loi du 25 septembre 1980 sur les Communes et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981</i> - <i>Le message du Conseil communal du 15 septembre 2008</i> - <i>Le message du Conseil communal du 24 août 2009</i> <p data-bbox="562 1246 669 1278">Arrête :</p> | <p data-bbox="1350 467 1897 499">Le Conseil général de Villars-sur-Glâne</p> <p data-bbox="1588 671 1655 703">V u :</p> <ul data-bbox="1133 807 2107 1246" style="list-style-type: none"> - <i>La Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (RSF 10.1)</i> - <i>La Loi du 14 décembre 2017 modifiant la loi sur le droit de cité fribourgeois (LDCF-RSF 114.1.1)</i> - <i>Le Règlement du 20 mars 2018 sur le droit de cité fribourgeois (RDCF-RSF 114.1.11)</i> - <i>La Loi du 25 septembre 1980 sur les Communes (LCo – RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo – RSF 140.11)</i> - <i>Le Message du Conseil communal du 12 novembre 2018</i> <p data-bbox="1570 1350 1677 1382">Arrête :</p> |

| | |
|--|---|
| <p>Art. 1 Objet</p> <p>Le présent règlement fixe, sous réserve des dispositions fédérales et cantonales, les conditions d'acquisition du droit de cité communal, la procédure ainsi que le tarif.</p> | <p>Art. 1 Objet</p> <p>Le présent règlement fixe les conditions d'acquisition et de perte du droit de cité communal, la procédure ainsi que les émoluments y relatifs. Le droit fédéral et le droit cantonal sont réservés.</p> |
| <p>A. Acquisition du droit de cité communal</p> | <p>A. Acquisition du droit de cité communal</p> |
| <p>Art. 2 Conditions a) pour les étrangers</p> <p>Le droit de cité communal peut être accordé à l'étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) s'il remplit les conditions du droit fédéral; b) s'il remplit les conditions du droit cantonal; c) s'il est domicilié dans la Commune de Villars-sur-Glâne depuis un an au moins et y a déposé ses papiers; d) si le dossier de naturalisation ne présente pas d'élément amenant à douter de l'intégration et de la bonne réputation du candidat ; e) s'il présente une situation financière claire sur laquelle l'autorité communale puisse se déterminer; f) s'il a des connaissances suffisantes de la langue française ou allemande; g) s'il possède des connaissances civiques suffisantes prouvant qu'il s'intéresse aux institutions de notre pays et qu'il s'est efforcé de les connaître. | <p>Art. 2 Conditions a) pour les personnes étrangères</p> <p>Le droit de cité communal peut être accordé à une personne étrangère aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) remplir les conditions du droit fédéral; b) remplir les conditions générales et d'intégration ainsi que les autres conditions spécifiques liées à la résidence, au titre de séjour ou à l'âge prévu par le droit cantonal ; c) résider dans la Commune de Villars-sur-Glâne depuis un an au moins et y avoir déposé ses papiers. Le Conseil communal peut exceptionnellement déroger à cette condition pour de justes motifs ; d) déposer un dossier de naturalisation ne présentant pas d'élément amenant à douter de l'intégration et de la bonne réputation du ou de la candidat-e ; e) présenter une situation claire sur le plan personnel, administratif ou professionnel et permettant de statuer en pleine connaissance de cause. La collaboration de la personne concernée peut être requise ; f) avoir des connaissances suffisantes de la langue française ou allemande correspondant aux exigences fédérales et cantonales; g) posséder des connaissances civiques suffisantes prouvant un intérêt aux institutions de notre pays et que le/la requérant-e s'est efforcé-e de les connaître ; h) faire preuve de motivation positive et réelle à devenir citoyen ou citoyenne suisse. |

| | |
|---|---|
| <p>Art. 3 b) pour les Confédérés</p> <p>Le Confédéré peut demander le droit de cité communal s'il remplit les conditions de l'article 2 let. b à d.</p> | <p>Art. 3 b) pour les personnes confédérées et fribourgeoises</p> <p>Le droit de cité communal peut être accordé à une personne confédérée ou fribourgeoise aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) remplir les conditions de résidence du droit cantonal ; b) résider légalement sur le territoire de la Commune depuis au moins 1 an. Le Conseil communal peut exceptionnellement déroger à cette condition pour de justes motifs ; c) être bien intégrée au sein de la Commune ou démontrer un attachement particulier avec la Commune ; d) présenter une situation claire, sur le plan personnel, administratif ou professionnel permettant de statuer en pleine connaissance de cause. La collaboration de la personne concernée peut être requise. |
| <p>B. Perte du droit de cité communal</p> | <p>B. Perte du droit de cité communal</p> |
| <p>Art. 4 Libération du droit de cité communal</p> <p>¹Le Fribourgeois possédant plusieurs droits de cité communaux peut demander la libération du droit de cité communal pour autant qu'il en conserve au moins un autre.</p> <p>²La procédure de libération du droit de cité communal est réglée selon l'article 40 LDCF.</p> | <p>Art. 4 Libération du droit de cité communal</p> <p>¹ La personne possédant plusieurs droits de cité de communes fribourgeoises peut demander la libération du droit de cité communal pour autant qu'elle en conserve au moins un autre.</p> <p>² La procédure de libération du droit de cité communal est réglée selon la loi sur le droit de cité fribourgeois.</p> |
| <p>C. Procédure</p> | <p>C. Procédure</p> |
| <p>Art. 5 Procédure de naturalisation pour les étrangers et les Confédérés</p> <p>¹L'autorité compétente pour délivrer le droit de cité communal est le Conseil communal.</p> | <p>Art. 5 Naturalisation ordinaire a) autorité compétente et décision</p> <p>¹ L'autorité compétente pour délivrer le droit de cité communal aux personnes étrangères, confédérées ou fribourgeoises est le Conseil communal.</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>² Il est compétent pour procéder à toutes les mesures d'instruction nécessaires et utiles au sens du Code de procédure et de juridiction administrative pour rendre sa décision. A cet effet, la collaboration de la personne concernée peut notamment être exigée.</p> <p>³ Le Conseil communal statue après avoir reçu le préavis de la Commission communale des naturalisations et en informe par écrit le/la requérant-e. Dans le cas des personnes confédérées ou fribourgeoises, le Conseil communal statue directement, sauf s'il décide de les faire préalablement entendre par la Commission communale des naturalisations pour préavis.</p> <p>⁴ Une décision de refus d'octroi du droit de cité communal doit être motivée et donner les raisons pour lesquelles la demande est refusée.</p> <p>⁵ Outre la motivation, la décision du Conseil communal doit contenir les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La composition du Conseil communal ; b) Le nom de la personne ayant déposée la demande de naturalisation ou l'octroi du droit de cité communal ; c) Le dispositif ; d) La date de la décision ; e) La signature du Syndic ou de la Syndique et du Secrétaire communal ou de la Secrétaire communale ; f) L'indication de la possibilité de recourir contre la décision auprès du Préfet dans le délai légal de 30 jours dès la notification de la décision. |
| <p>Art. 5 Procédure de naturalisation pour les étrangers et les Confédérés</p> <p>² Il est institué une commission communale des naturalisations, composée de sept membres, élus par le Conseil général, pour la durée de la législature. La commission est présidée par le/la Syndic/que si il/elle est élu/e en tant que membre.</p> | <p>Art. 6 b) Commission communale des naturalisations</p> <p>¹ La Commission communale des naturalisations est composée de sept membres parmi les citoyennes et les citoyens actifs domiciliés-és dans la Commune.</p> <p>² Au début de chaque période administrative, le Conseil général élit les membres de la Commission pour la durée de la législature.</p> <p>³ La Commission est présidée par le/la Syndic/que si il/elle est élu-e par le Conseil général en tant que membre.</p> |

| | |
|---|---|
| | <p>⁴ Si aucun membre du Conseil communal n'est élu au sein de la Commission des naturalisations, un/e représentant-e du Conseil communal peut assister aux séances de la Commission, sans droit de vote.</p> |
| <p>Art. 5 Procédure de naturalisation pour les étrangers et les Confédérés</p> <p>⁴ Les étrangers de la 1^{ère} génération doivent suivre le cours d'instruction civique organisé par la Commune. Les étrangers de la 2^{ème} génération en sont dispensés sauf si cela s'avère nécessaire en raison de lacunes dans les connaissances civiques.</p> | <p>Art. 7 c) cours d'instruction civique</p> <p>¹ Les personnes étrangères doivent suivre le cours d'instruction civique organisé par la Commune sauf si le rapport d'enquête fait état de très bonnes connaissances.</p> <p>² Les personnes étrangères de la 2^{ème} et 3^{ème} génération sont dispensées du cours d'instruction civique communal sauf si cela s'avère nécessaire en raison de lacunes dans les connaissances civiques.</p> |
| <p>Art. 5 Procédure de naturalisation pour les étrangers et les Confédérés</p> <p>³ La Commission communale des naturalisations examine le dossier et entend le requérant. Elle vérifie s'il remplit les conditions de l'article 2. La Commission propose un préavis au Conseil communal.</p> <p>⁵ Pour les Confédérés, le Conseil communal peut demander à la Commission communale des naturalisations d'entendre le requérant et de lui transmettre son préavis.</p> | <p>Art. 8 d) audition et préavis de la Commission communale des naturalisations</p> <p>¹ Préalablement à la décision du Conseil communal, la Commission communale des naturalisations examine le dossier et entend en principe le/la requérant-e. Elle peut renoncer à entendre toute personne dont le dossier révèle une intégration parfaitement aboutie.</p> <p>² L'audition par la Commission a pour but de vérifier la réalisation des conditions de naturalisation.</p> <p>³ Le procès-verbal de l'audition est joint au dossier de naturalisation et en fait partie intégrante.</p> <p>⁴ Au terme de l'audition ou de l'examen du dossier, la Commission transmet son préavis au Conseil communal ainsi que, le cas échéant, le procès-verbal de l'audition qui fait partie intégrante du dossier.</p> <p>⁵ Un préavis négatif doit énumérer les raisons pour lesquelles la Commission communale des naturalisations a considéré que les conditions de naturalisation ne sont pas remplies.</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>⁶ L'audition et le préavis de la Commission communale des naturalisations des personnes confédérées ou fribourgeoises sont facultatifs, sauf décision contraire du Conseil communal.</p> |
| | <p>Art. 9 Retour du dossier au Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil</p> <p>¹ Le dossier est retourné au Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil au plus tard dès l'entrée en force de la décision communale.</p> <p>² La Commune joint à son envoi la décision communale, le procès-verbal de l'audition et le préavis de la Commission.</p> |
| | <p>Art. 10 Procédure pour la libération du droit de cité communal</p> <p>¹ La demande de libération du droit de cité communal se fait au moyen d'une demande écrite comportant une brève motivation et accompagnée des documents d'état civil permettant de prouver les divers droits de cité de la personne requérante.</p> <p>² Toute demande de libération du droit de cité communal doit être examinée par le Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil pour vérification des droits de cité communaux de la personne requérante.</p> <p>³ Le Conseil communal est compétent pour délivrer l'acte de libération du droit de cité communal. En cas de refus, la décision doit être motivée.</p> <p>⁴ La décision de libération du droit de cité communal est communiquée en copie au Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil, en vue de la mise à jour du registre informatisé de l'état civil.</p> <p>⁵ La procédure de libération du droit de cité communal est gratuite, en application de l'article 48 LDCF.</p> |

| D. Emoluments administratifs | D. Emoluments administratifs |
|--|--|
| <p>Art. 6¹ Tarif</p> <p>¹Le tarif relatif aux émoluments fait l'objet d'un règlement de portée générale séparé. L'émolument à percevoir par dossier est fixé par le Conseil communal en application dudit règlement.</p> <p>²Le requérant dont la situation financière est difficile peut présenter une demande de réduction de l'émolument. Le Conseil communal fixe l'émolument minimum.</p> | <p>Art. 11 Tarif</p> <p>¹ L'émolument à percevoir par dossier est calculé sur la base du Tarif annexé au présent règlement et qui en fait partie intégrante.</p> <p>² Le/la requérant-e dont la situation financière est difficile peut présenter une demande de réduction de l'émolument. Le Conseil communal statue sur la demande de réduction des émoluments.</p> |
| <p>Art. 7 Communication de la décision</p> <p>¹La décision du Conseil communal sur la demande d'octroi ou de libération du droit de cité communal est communiquée par écrit au requérant.</p> <p>²En cas de refus de la requête, la décision est dûment motivée.</p> | <p>Voir articles 5 et 9 nouveaux ci-dessus</p> |
| <p>Art. 8 Exigibilité et délai de paiement de l'émolument</p> <p>¹L'émolument est exigible sitôt la décision prise par l'autorité communale.</p> <p>²Le montant de l'émolument est payable à la Commune dans les 30 jours qui suivent la réception de la facture.</p> | <p>Art. 12 Exigibilité et délai de paiement de l'émolument</p> <p>¹ En cas de retrait, de renvoi ou de rejet de la demande, l'émolument reste dû pour les différentes étapes de la procédure effectuée.</p> <p>² L'émolument est exigible sitôt la décision prise par l'autorité communale.</p> <p>³ Le montant de l'émolument est payable à la Commune dans les 30 jours qui suivent la réception de la facture.</p> |
| | <p>E. Voie de Droit</p> |

| | |
|--|---|
| <p>Art. 9 Voie de droit</p> <p>La décision de l'autorité communale est sujette à recours auprès du Préfet du district de la Sarine dans les 30 jours dès notification de la décision (art. 116 al. 2 CPJA et 153 al. 1 LCo / art. 69 al. 2 Constitution cantonale).</p> | <p>Art. 13 Voie de recours</p> <p>Les décisions prises par le Conseil communal en matière d'octroi ou de libération du droit de cité sont sujettes à recours auprès du Préfet du district de la Sarine dans les 30 jours dès leur notification.</p> |
| <p>Art. 10 Demandes pendantes</p> <p>Le présent règlement s'applique aux demandes pendantes lors de son entrée en vigueur.</p> | <p>Art. 14 Droit transitoire</p> <p>¹ L'ancien règlement est applicable à toutes les demandes déposées avant le 1^{er} janvier 2018.</p> <p>² Le présent règlement est applicable à toutes les demandes déposées dès le 1^{er} janvier 2018.</p> |
| | <p>F. Entrée en vigueur</p> |
| <p>Art. 11 Entrée en vigueur</p> <p>Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.</p> | <p>Art. 15 Entrée en vigueur et abrogation de l'ancien règlement</p> <p>¹ Le présent règlement entre en vigueur au jour de son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.</p> <p>² Le règlement sur le droit de cité communal du 15 février 2011 est abrogé à cette même date.</p> |
| <p>¹Nouvelle teneur de l'article 6, alinéa 1, selon décision du Conseil général du 9 décembre 2010</p> | |

| | | | |
|--|---------------------|---|---------------------|
| Approuvé par le Conseil communal le 24 août 2009 et le 15 novembre 2010 (modification de l'article 6, alinéa 1) | | Ainsi approuvé par le Conseil communal, le 12 novembre 2018 | |
| | | AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL | |
| Le Secrétaire | La Syndique | Le Secrétaire | La Syndique |
| Emmanuel Roulin | Erika Schnyder | Emmanuel Roulin | Erika Schnyder |
| Adopté par le Conseil général le 5 novembre 2009 et le 9 décembre 2010 (modification de l'article 6, alinéa 1) | | Ainsi adopté par le Conseil général, le | |
| | | AU NOM DU CONSEIL GENERAL | |
| Le Secrétaire | Le Président | Le Secrétaire | Le Président |
| Emmanuel Roulin | Benjamin Gasser | Emmanuel Roulin | François Eugster |
| Ainsi approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le | | Ainsi approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, Fribourg, le | |
| Le Conseiller d'Etat, Directeur | | Le Conseiller d'Etat - Directeur | |
| Pascal Corminboeuf | | Didier Castella | |

**REGLEMENT COMMUNAL PORTANT TARIF
SUR LES EMOLUMENTS DE NATURALISATION**

TARIF RELATIF AUX ÉMOLUMENTS DE NATURALISATION

Le Conseil général de Villars-sur-Glâne

V u :

- La loi du 25 septembre 1980 sur les communes
- La loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois
- Le règlement sur le droit de cité fribourgeois du 19 mai 2009

Arrête :

Le Conseil général de Villars-sur-Glâne

V u :

- La Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo-RSF 140.1)
- La Loi du 14 décembre 2017 sur le droit de cité fribourgeois (LDF-RSF 114.1.1)
- Le Règlement du 20 mars 2018 sur le droit de cité fribourgeois (RDCF-RSF 114.1.11)
- Le Règlement communal sur le droit de cité communal du 2018

Arrête :

Version du 2019-2019

| | |
|---|--|
| <div>Article 1 :</div> <div><div><div><div><div>1</div><div>Le Conseil communal fixe le montant des émoluments pour chaque demande de naturalisation sur la base du présent tarif.</div></div><div><div>2</div><div>Les émoluments suivants peuvent être perçus pour les naturalisations ordinaires :</div></div></div><div><div><div><div><div>- Ouverture du dossier et suivi administratif</div><div>Fr. 200.- 300.-</div></div><div><div>- Rapport d'enquête complémentaire</div><div>Fr. 50.- – 300.-</div></div><div><div>- Cours d'instruction civique et documentation</div><div>Fr. 40.-</div></div><div><div>- Examen et préavis de la Commission des naturalisations</div><div>Fr. 50.- – 150.-</div></div><div><div>- Examen et décision du Conseil communal</div><div>Fr. 50.- – 150.-</div></div><div><div>- Frais divers (papier, photocopies, téléphones, Poste, etc.)</div><div>Fr. 20.- – 30.-</div></div><div><div>- Analyse juridique</div><div>Fr. 100.-/h.</div></div></div></div><div><div><div><div>3</div><div>Le requérant dont la situation financière est difficile peut demander une réduction de l'émolument. Le Conseil communal fixe l'émolument minimum.</div></div><div><div>4</div><div>Pour les demandes de naturalisation de 2^{ème} génération, l'émolument se monte forfaitairement à Fr. 200.-.</div></div></div></div></div></div></div> | <div>Article 1</div> <div><div><div><div><div>1</div><div>Le Tarif relatif aux émoluments en matière de naturalisation est fixé de la manière suivante pour les naturalisations ordinaires :</div></div><div><div><div><div><div>- Ouverture du dossier et suivi administratif</div><div>Fr. 300.00 400.00</div></div><div><div>- Enquête complémentaire effectuée par la Commission communale des naturalisations</div><div>Fr. 50.00 300.00</div></div><div><div>- Cours d'instruction civique et documentation civique</div><div>Fr. 50.00</div></div><div><div>- Audition par la Commission des naturalisations</div><div>Fr. 50.00 150.00</div></div><div><div>- Décision du Conseil communal</div><div>Fr. 50.00 200.00</div></div><div><div>- Frais divers (papier, photocopies, téléphones, frais postaux, etc.)</div><div>Fr. 20.00 30.00</div></div><div><div>- Analyse juridique</div><div>Fr. 100.00 / heure</div></div></div></div></div></div></div></div> |
| <div>Article 2 :</div> <div><div><div>Le présent tarif fait partie intégrante du règlement communal sur les naturalisations du 5 novembre 2009.</div></div></div> | <div>Article 2</div> <div><div><div><div><div>1</div><div>Le/la requérant-e dont la situation financière est difficile peut demander une réduction de l'émolument. Le Conseil communal statue sur la réduction de l'émolument.</div></div><div><div>2</div><div>Pour les demandes de naturalisation de 2^{ème} et de 3^{ème} génération, l'émolument se monte forfaitairement à Fr. 400.00 par dossier.</div></div></div></div></div> |

| | | | |
|---|---------------------|---|---------------------|
| Arrêté en séance du Conseil communal du 15 novembre 2010 | | Ainsi arrêté en séance du Conseil communal du 12 novembre 2018 | |
| | | AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL | |
| Le Secrétaire | La Syndique | Le Secrétaire | La Syndique |
| Emmanuel ROULIN | Erika SCHNYDER | Emmanuel ROULIN | Erika SCHNYDER |
| Adopté par le Conseil général dans sa séance du 9 décembre 2010 | | Ainsi adopté par le Conseil général, le | |
| | | AU NOM DU CONSEIL GENERAL | |
| Le Secrétaire | Le Président | Le Secrétaire | Le Président |
| Emmanuel ROULIN | Benjamin GASSER | Emmanuel Roulin | François Eugster |
| Ainsi approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le | | Ainsi approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, Fribourg, le | |
| Le Conseiller d'Etat, Directeur | | Le Conseiller d'Etat - Directeur | |
| Pascal Corminboeuf | | Didier Castella | |